

Le CPJ demande à Israël de cesser ses projets de censure en temps de guerre

Description



Washington D.C., 16 février 2024 – Le Comité pour la protection des journalistes a exprimé vendredi son inquiétude quant aux [projets du gouvernement](#) israélien visant à rendre illégale la publication de détails divulgués lors des réunions du cabinet de sécurité sans l'approbation du censeur militaire, affirmant que cette restriction porterait gravement atteinte à la liberté de la presse.

Par le Comité de Protection des Journalistes, le 16 février 2024

« Nous demandons instamment à Israël de renoncer à ce plan et de veiller à ce que les médias puissent informer librement. Le gouvernement israélien ne doit pas cacher les informations sur sa conduite dans la guerre Israël-Gaza », a déclaré Sherif Mansour, coordinateur du programme Moyen-Orient et Afrique du Nord du CPJ. « Nous avons besoin de la liberté de la presse en temps de guerre comme en temps de paix. C'est notre pare-feu pour la démocratie et notre antidote contre le brouillard de la guerre. La censure doit cesser tant en Israël qu'à Gaza ».

Le CPJ a recensé de nombreux cas de censure, de menaces et d'intimidation à l'encontre de journalistes israéliens et palestiniens depuis le début de la guerre.

Les forces israéliennes [ont tué un nombre sans précédent](#) de journalistes depuis le 7 octobre, ont refusé de donner des garanties aux organisations de presse internationales concernant [la sécurité de leurs employés](#) à Gaza, et n'autorisent les médias étrangers à entrer à Gaza dans le cadre de visites militaires escortées qu'à condition qu'ils acceptent de soumettre leur couverture avant publication à l'approbation de l'armée. En janvier, la Cour suprême israélienne a [rejeté une requête](#) de l'Association de la presse étrangère demandant aux autorités militaires d'autoriser les journalistes étrangers à faire des reportages à l'intérieur de Gaza.

Source : [Comité de Protection des Journalistes](#)

Traduction : AJC pour l'Agence Média Palestine

date créée
2024/02/20